

Perspectives

Apériodique – n°19/075 – 23 avril 2019

ESPAGNE – Enjeux politiques L'élection de tous les possibles

- Moins de dix mois après la première motion de censure réussie de l'histoire de la démocratie espagnole, le rejet du budget par le Parlement en janvier 2019 a eu raison du gouvernement socialiste. L'expérience aura été de courte durée pour la coalition dite « Frankenstein » menée par Pedro Sanchez dont le parti, le PSOE (parti socialiste ouvrier espagnol) était minoritaire au parlement avec seulement 84 députés sur 350. Le cumul des amendements de l'opposition et des partis indépendantistes catalans qui ont mis un veto au budget ont contraint le chef du gouvernement à convoquer des élections législatives anticipées. Pourtant, c'est avec le soutien de ces mêmes partis indépendantistes que Pedro Sanchez avait renversé le gouvernement de Mariano Rajoy en juin 2018 après que le procès Gurtel a confirmé l'implication de plusieurs hauts dignitaires du parti populaire (PP) dans un scandale de corruption. Pedro Sanchez cumule les premières fois : premier président du gouvernement espagnol à arriver à la Moncloa après une motion de censure, premier chef de l'opposition sans siège au Congrès et premier candidat à se présenter à une investiture sans avoir remporté une élection. Il aura aussi été à la tête de la mandature la plus courte de la démocratie espagnole.
- C'est dans ce contexte politique tendu et inédit que se dérouleront les élections législatives du 28 avril 2019 en Espagne. Première étape d'un marathon électoral qui se terminera par les élections européennes, les élections autonomes et les municipales le 26 mai, la campagne électorale qui a débuté le 12 avril devrait se dérouler pendant les vacances de la semaine sainte, ce qui laisse craindre une forte abstention.
- À une semaine du scrutin, la part d'incertitude qui entoure ce rendez-vous électoral reste non négligeable. Avec 30% d'intentions de vote, le parti de Pedro Sanchez est en tête dans les enquêtes d'opinion, les chances pour qu'il puisse réunir une majorité s'accroissent mais le risque d'ingouvernabilité du pays reste bien présent.
- Trois scénarios semblent envisageables.
 - ✓ Le PSOE remporte les élections et s'allie avec Unidos Podemos. Mais leurs scores cumulés ne leur permettraient pas d'atteindre les 176 sièges nécessaires pour construire une majorité sans l'appui des partis régionaux. Le renouvellement de la coalition sortante déboucherait sur une majorité fragile.
 - ✓ Une alliance avec Ciudadanos à l'image du compromis avorté de 2016 obtiendrait la majorité. Ce scénario reste le plus probable malgré les démentis d'Albert Rivera qui pour le moment exclut toute alliance avec Pedro Sanchez.
 - ✓ La perte de vitesse du PP rend une majorité composée des trois droites moins probable puisque, ces derniers n'obtiendraient que 152 voix, selon les sondages.

Né d'une motion de censure

L'arrivée au pouvoir de Pedro Sanchez

En Espagne, les crises politiques se succèdent mais ne se ressemblent guère. La relative stabilité du gouvernement de Mariano Rajoy, qui avait fait suite à la paralysie politique de 2016 quand deux élections législatives s'étaient succédé en l'espace d'un an, a rapidement laissé la place à la résurgence du problème catalan. Pourtant, ce n'est pas l'organisation du référendum d'indépendance en octobre 2017 qui a eu raison de l'ancien président du gouvernement espagnol, mais bien l'issue du procès Gurtel¹ qui a mis sur le banc des accusés des hauts dignitaires du parti populaire pour des actes de corruption.

Soutenu par quinze partis et cinq groupes parlementaires, le chef de file socialiste a réuni les 180 voix nécessaires pour destituer le précédent gouvernement alors que son parti ne disposait que de 84 sièges. Sans programme politique établi, il a annoncé la formation d'un gouvernement paritaire composé principalement de figures socialistes et d'experts. Les marges de manœuvre de ce nouveau gouvernement étaient cependant limitées. Pedro Sanchez s'était en effet engagé à ne pas modifier le budget 2018 auprès du Parti nationaliste basque (PNV) dont le vote a été décisif lors de la motion de censure. Le gouvernement a tout de même négocié auprès de la Commission européenne une rallonge budgétaire de 0,6% de PIB destinés au financement des régions². L'objectif de Pedro Sanchez était clair. Etant donné la fragilité de sa coalition, il entendait saisir cette opportunité pour amorcer un virage social tout en engageant, avant de nouvelles élections, le dégel des relations avec les Catalans, envers lesquels il a multiplié les signes d'apaisement en suspendant notamment le contrôle financier de la région.

La Catalogne encore, la Catalogne toujours

En dépit de ces signes d'ouverture, le président de la Catalogne, Quim Torra, avait lancé le 2 octobre un ultimatum au chef du gouvernement demandant l'organisation d'un référendum d'indépendance en échange du soutien à la coalition. Désavoué par son propre camp, il a été contraint d'abandonner son ultimatum, mais le gouvernement socialiste a néanmoins perdu l'appui des députés indépendantistes au sein des Cortes, appui qui lui avait permis de faire passer plusieurs décrets dont la réforme du salaire minimum en décembre.

¹ Le PP tout comme le PSOE étaient impliqués dans diverses affaires de corruption mais le verdict dans l'affaire Gurtel est le premier à établir l'existence d'un « système de corruption institutionnelle » orchestré par le PP entre 1999 et 2005. Le jugement rendu par le haut tribunal espagnol le 24 mai 2018 condamnait plus de 24 cadres du parti à des peines cumulées

L'annonce du début du procès des dignitaires catalans en février 2019 a réveillé les velléités catalanes. Les députés se sont appuyés sur le débat concernant le budget pour faire pression sur Pedro Sanchez, afin de pousser à la requalification des chefs d'accusation à l'encontre des officiels qui ont pris part au processus indépendantiste en octobre 2017. Malgré les tentatives de médiation, Pedro Sanchez n'a pas réussi à contrer le dépôt des amendements contre le budget et s'est retrouvé contraint de convoquer des élections anticipées pour le 28 avril.

Comment la crise catalane a mis fin au gouvernement socialiste

Pour comprendre le revirement du soutien catalan face à un gouvernement socialiste ouvert au dialogue, il faut s'attarder sur ce qui se joue dans l'anti-chambre du pouvoir régional. L'organisation du référendum d'indépendance en octobre 2017 et la déclaration d'indépendance qui en a résulté ont conduit l'ancien chef du gouvernement, Mariano Rajoy à recourir à l'article 155 de la constitution de 1978 qui permet la suspension du statut d'autonomie d'une région et la dissolution de son parlement. Le vote de l'article 155, rendu possible grâce à l'appui du PSOE, a débouché sur de nouvelles élections législatives en Catalogne en décembre 2018. Loin de remettre en cause le gouvernement régional précédent, les élections du 21 décembre ont été remportées par la coalition indépendantiste sortante composée du PDeCat et de l'ERC. L'ancien président Carles Puigdemont issu du PDeCat et le vice-président Oriol Junquera de l'ERC, tous les deux poursuivis par la cour constitutionnelle espagnole pour rébellion et sédition, n'ont cependant pas réintégré leur fonction. Le premier a été contraint à l'exil en Belgique pour éviter l'incarcération, et le second a été placé en détention préventive dans le cadre du procès, mais cela ne les a pas empêchés de continuer de peser au sein du mouvement. Carles Puigdemont, qui a échoué dans ses tentatives d'être investi à distance, a néanmoins dû renoncer à la présidence au profit de Quim Torra. C'est dans ce contexte de perte d'influence de l'ancien président au profit d'une autre figure du PDeCat, Marta Pascal, qu'a pu être scellé l'accord entre la coalition indépendantiste et Pedro Sanchez ; donnant ainsi lieu à la motion de censure. Le retour en grâce de Carles Puigdemont et la perte d'influence de Marta Pascal achèvent la courte lune de miel entre le PSOE et les indépendantistes.

Les concessions faites aux Catalans une semaine avant la présentation du budget n'ont pas été sans conséquence pour le leader socialiste, puisqu'elles ont eu pour effet de fédérer les partis nationalistes.

de 351 années de prisons. Le parti a de plus été condamné à déboursier près de 250 000 euros pour le financement illégal de plusieurs meetings dans deux municipalités de Madrid. Une semaine après le verdict, Pedro Sanchez présentait une motion de défiance visant à destituer le chef du gouvernement.

² En augmentant l'objectif de déficit de 2,1% à 2,7%

En réponse à l'ultimatum lancé par les indépendantistes, le Parti populaire, Ciudadanos et Vox, avaient appelé à une grande manifestation qui avait rassemblé 45 000 personnes dans les rues de Madrid le 10 février dernier.

Nationalisme, souverainisme : le nouveau clivage ?

L'annonce des élections marque le début d'une pré-campagne où les questions économiques ont été reléguées au second plan. Avec en trame de fond la question catalane, les tensions et les confrontations entre les chefs de partis ont fait que les débats étaient plus âpres qu'à l'accoutumée. D'un côté, Ciudadanos, le parti populaire et Vox ont continué de prôner un retour à un nationalisme plus dur avec la remise en cause de certaines prérogatives accordées aux régions ; de l'autre, les partis à gauche ont défendu le modèle fédéraliste.

Ces fronts communs masquent cependant des divergences. La nette victoire de Pablo Casado au congrès du PP en juillet 2018 a fait bouger les lignes à droite. Souverainiste convaincu, en faveur de l'abrogation de la loi de 1985 concernant l'avortement, le nouveau secrétaire du PP entend incarner une droite forte dans la lignée de celle de son mentor l'ancien Premier ministre Jose Maria Aznar. Le revirement idéologique de ce qui a été pendant plus de dix ans le premier parti en Espagne le place directement en concurrence avec le dernier venu sur l'échiquier politique, à savoir Vox. Emanation de l'aile droite du PP, Vox a été fondé en 2014 par Santiago Abascal. Le parti d'extrême droite espagnole, qui était inexistant il y a quelques années, devrait d'après les sondages faire son entrée dans les Cortes après une performance remarquable aux élections régionales en Andalousie en décembre 2018. En faveur d'un souverainisme radical avec un retour sur le système d'autonomie des régions, Vox se démarque également par un discours plus dur sur l'immigration et sur l'Europe. A l'opposé, Ciudadanos, né à Barcelone en 2006 par opposition à l'indépendantisme catalan, se présente comme l'alternative centriste de la droite et espère récupérer l'espace laissé vacant par Pablo Casado.

Face à ce bloc, le parti socialiste qui milite pour plus de fédéralisme joue la carte de l'apaisement avec les régions et met l'accent sur sa politique sociale. La stratégie du parti socialiste se lit également dans la date choisie pour les élections qui lui permet de capitaliser sur sa présence au gouvernement sans être pollué par les retombées du procès des indépendantistes catalans. Néanmoins, après les attaques répétées de l'opposition, Pedro Sanchez a été contraint de clarifier sa position en précisant

notamment qu'il excluait toute possibilité d'un référendum et qu'il restait opposé à l'indépendance de la région. Quant à Unidos Podemos, il reste le grand absent de ce débat. Poussé par sa branche catalane, le parti prône le droit à l'autodétermination et soutient en ce sens l'organisation d'un référendum en Catalogne. Cette prise de position reste difficile à tenir pour la formation violette, puisqu'elle crée des dissensions au sein même du parti.

Les lignes bougent également au sein des partis régionaux. Le Pdecat est de plus en plus isolé dans la posture du parti rebelle. Jugeant le contexte politique trop tendu, le PNV basque a mis de côté les revendications liées à l'autodétermination pour se concentrer sur l'amélioration du régime d'autonomie.

La gauche contre la droite

Des programmes économiques qui s'inscrivent dans la lignée idéologique des partis

Le rejet du budget n'a pas empêché Pedro Sanchez de mettre en place une politique qu'il voulait résolument sociale et redistributive. Après que les élections législatives ont été convoquées, le gouvernement a lancé plusieurs mesures par décrets royaux. Annoncées chaque vendredi, plusieurs d'entre elles étaient déjà inscrites dans la loi de finances pour 2019 (rallongement du congé paternité et le plan de lutte contre le chômage de longue durée). Opportunisme électoral ou volonté de se détourner de l'impasse catalane, les propositions de Sanchez ont eu pour effet de recentrer les débats sur la fiscalité et la relance économique. Le programme met l'accent sur la lutte contre les inégalités et propose notamment d'éradiquer la pauvreté infantile par le déploiement d'un revenu minimum pour les familles, d'indexer les pensions sur l'inflation et de revenir sur la réforme du travail engagé par le PP en 2012³.

Un débat qui se recentre sur la fiscalité

Le PSOE ne détaille cependant pas dans quelle mesure ces réformes devront être financées, mais il ambitionne d'accroître les recettes publiques pour se rapprocher de la moyenne de la zone euro. Ainsi il reprend certaines propositions du budget 2019, dont la hausse des impôts sur le revenu pour les tranches supérieures (qui devrait rapporter 320 millions d'euros), la mise en place d'une taxe Tobin (850 millions) et d'une taxe sur le numérique (1 200 millions), ainsi qu'une taxe sur les dividendes des entreprises étrangères (qui devrait générer 1 776 millions d'euros).

Bien qu'il le rejoigne sur certaines propositions telles que les retraites ou la taxe Tobin, Podemos entend aller plus loin que les propositions socialistes. Pour l'IRPP, il propose un taux maximum de 47% pour les

³ Voté le 10 février 2012 par le gouvernement Rajoy, cette réforme vise à flexibiliser le marché du travail

revenus supérieurs à 100 000 euros et de 55% pour ceux qui dépassent 30 000 euros, tandis que la première tranche serait réduite à 18%. Toujours sur le volet de l'imposition, il envisage la création d'une taxe sur les grandes fortunes qui imposerait à 2% les actifs de plus d'1 million d'euros. Il défend également le projet de supprimer les niches fiscales pour les entités détenant des titres étrangers et les Sicav.

Les formations de droite prennent le contrepied de la politique prônée par la gauche en proposant notamment des baisses d'impôts pour les ménages et les entreprises. Après que la critique de la hausse du revenu minimum lui a fait perdre quelques points dans les sondages, le PP a focalisé son discours sur l'allègement de la charge fiscale des ménages et des entreprises. Dans ce qu'il qualifie de révolution fiscale, il propose une baisse du taux marginal de la dernière tranche de l'IRPP de 5 points (de 45% à 40%), une exemption fiscale pour les retraités actifs, une réduction de l'impôt sur les sociétés de 25% à 20% et la suppression du droit sur les successions et de l'impôt sur le patrimoine. Ciudadanos se veut plus mesuré sur le volet fiscal, il souhaiterait ainsi réduire le taux marginal de l'IRPP pour la tranche la plus élevée de 45% à 44%, ce qui reviendrait à une baisse des recettes fiscales de 100 millions d'euros, et prévoit de réduire les autres tranches de 1% d'ici la fin de la législature ; soit un coût estimé à quatre milliards d'euros. Le programme inclut également des allègements fiscaux pour les porteurs de projet en milieu rural et pour les familles. Vox est plus agressif dans ses promesses notamment en proposant une suppression de la progressivité de l'IRPP qui serait remplacé par une flat tax à deux taux : 22% pour toute les tranches inférieures à 60 000 euros et 30% pour celles qui dépassent ce seuil. Il défend également une baisse d'impôt sur les sociétés de 25% à 22% et une TVA réduite pour les produits destinés aux enfants et à la gériatrie, ainsi que pour les médicaments.

Outre la fiscalité, les thèmes récurrents des retraites et de la sécurité sociale devraient continuer de rythmer la campagne électorale. Excepté pour Vox qui propose une réforme du régime des pensions vers un système mixte (répartition et capitalisation), l'ensemble des partis s'accordent sur le *statu quo* en matière de retraites et en appellent au pacte de Tolède⁴.

En effet, le PP n'a pas fermé la porte à l'indexation des pensions à l'inflation suggérée par le PSOE et prône plus de la transparence et la mise en place d'un bouclier fiscal qui permettrait d'élargir les avantages fiscaux de l'épargne au régime de retraite et de résidence. Ces mesures, bien qu'elles ne remettent pas en cause le système de répartition, ambitionnent d'amorcer une diversification des ressources des retraités en

favorisant l'épargne par capitalisation via des incitations fiscales.

Malgré les multiples mises en garde sur la viabilité du régime de retraite, la frilosité des partis politiques à s'attaquer à cette réforme s'explique également par l'enjeu électoral qui l'entoure. Les retraités, au nombre de 8,7 millions représentent un quart de l'électorat et se sont fortement mobilisés lors des derniers mois en faveur du maintien de leur pouvoir d'achat.

Un système de retraite qui risque la dérive

Malgré les réformes entreprises par les gouvernements précédents (l'allongement de l'âge de la retraite à 67 ans par Zapatero en 2010 et la modification de la méthode de calcul des augmentations annuelles des pensions par Rajoy en 2014), la viabilité du régime de répartition n'est pas assurée. Plusieurs organismes (le FMI, l'OCDE et la Banque d'Espagne) ont alerté sur le risque des mesures courttermistes, notamment sur les conséquences de l'indexation des pensions sur l'inflation, en rappelant que le système ne disposait pas des fonds nécessaires pour le financer. Les dépenses publiques consacrées aux régimes de retraite représentent environ 11% du PIB, soit 2 points de pourcentage de plus que la moyenne de l'OCDE. Selon l'Autorité indépendante de responsabilité budgétaire (AIREF), compte tenu du vieillissement de la population, si aucune mesure n'est prise, le déficit du régime de retraite pourrait faire dévier la trajectoire de la dette publique à 132% à l'horizon 2048. L'organisme évalue le déficit de la sécurité sociale, qui intègre le régime des pensions, à 1,4% du PIB en 2018, soit plus de la moitié du déficit public.

Un amer retour à la réalité

La consolidation des finances publiques, le principal enjeu du prochain gouvernement

La problématique des finances publiques ne se limite pas à la viabilité du système des retraites. L'Espagne est le dernier pays de l'Union européenne encore soumis à une procédure de déficit excessif. Ce dernier s'est certes résorbé depuis 2016 passant de 4,5% du PIB à 2,8% en 2018, mais cette diminution est principalement imputable aux bonnes performances de l'économie pendant la phase de récupération. Le déficit structurel reste en outre élevé et estimé par la Commission européenne à 3,1%. Le rejet du budget de 2019, combiné au coût des vendredis sociaux devrait davantage peser sur la consolidation budgétaire en 2019, d'autant que le ralentissement économique devrait limiter la croissance des recettes. Le budget 2019 présenté à la commission en octobre 2018 avait fixé un objectif de solde budgétaire de -1,8%

⁴ Le Pacte de Tolède signé en 1995 entre le gouvernement et les syndicats est le nom donné à la commission du Congrès

espagnol des députés chargés d'examiner l'état et la réforme du système des retraites.

mais ce dernier devrait approcher -2,1% selon la dernière estimation de l'AIREF (les 920 millions d'euros liés aux vendredis sociaux compris).

Dans ce contexte, les promesses de campagne, aussi bien de hausse des dépenses que de baisse des prélèvements obligatoires semblent difficiles à tenir. D'autant que le pays devrait intégrer le volet préventif du pacte de stabilité (PSC), qui est certes moins contraignant en termes d'objectif de déficit public, mais qui implique un ajustement plus marqué des dépenses primaires, alors que la Commission européenne avait précédemment mis en garde les autorités espagnoles contre un dérapage dépenses. En 2018, la croissance des dépenses primaires, de 2,2%, était nettement supérieure à la cible de 0,6% inscrite au PSC. Malgré cet écart, l'Espagne avait respecté l'objectif de réduction de dette publique (à 97,2%). Mais cet objectif avait été atteint grâce à un effet croissance. L'AIREF estime que la dette publique devrait continuer de se résorber en 2019 bien qu'à rythme plus lent. Elle reste cependant très vulnérable à un retournement du cycle en l'absence de consolidation budgétaire.

Pour le moment, l'Espagne bénéficie d'une prime de risque faible sur les marchés obligataires (100 points de base par rapport au souverain allemand en moyenne sur 2018). Les taux à dix ans ont atteint un point bas en 2018 (1,13% en mai 2018), et cette tendance s'est poursuivie sur les premiers mois de 2019 (1% en mars 2019). Les marchés restent, pour le moment, assez peu sensibles aux mises en garde aussi bien du FMI que de la BCE, qui a rappelé les risques liés à l'importance du déficit structurel espagnol dans son rapport annuel⁵. Néanmoins, si la situation politique venait à s'enliser ou bien si la politique du futur gouvernement entrerait en opposition avec les recommandations européennes, des pressions à la hausse sur les conditions de financement de l'Etat espagnol ne sont pas à exclure. D'autant que les signaux de ralentissement économique se multiplient. L'économie continue certes de croître à un rythme supérieur à celui de la moyenne européenne, mais l'Espagne n'est pas épargnée par la modération de l'activité qui touche le reste de l'Europe. Pour le moment, la résilience de la croissance espagnole trouve son origine dans le dynamisme de la demande domestique avec une consommation des ménages portée par le redressement du marché du travail et un investissement soutenu par la reprise du secteur de la construction. Mais il ne faut pas oublier que ces moteurs internes ont également bénéficié d'une politique budgétaire expansionniste amorcée par le gouvernement Rajoy, avec la hausse des pensions et des salaires dans la fonction publique, et à

laquelle le gouvernement Sanchez a contribué avec la hausse du revenu minimum. Sans réformes structurelles, ces effets devraient s'estomper d'ici 2020 et la croissance devrait progressivement converger vers son rythme potentiel qui se situe autour de 1,9%.

La « España vacía » mettra-t-elle fin au bipartisme ?

Une répartition du territoire mise à mal par les nouveaux partis

Deux batailles se jouent pendant la campagne, celle des idées et celle des territoires. Le système électoral espagnol comprend une dose de proportionnelle qui reste fondamentalement favorable au bipartisme. Les 350 sièges des Cortes sont répartis par circonscription. Chacune des 52 circonscriptions est initialement dotée de deux sièges auxquels s'ajoute un nombre de sièges fonction du degré de peuplement. Les villes de Madrid et de Barcelone obtiennent donc le nombre de sièges le plus important (37 et 32 députés), mais ce sont aussi les circonscriptions où le nombre de voix par sièges est le plus élevé (180 000). A l'inverse, Soria est la circonscription qui détient le plus petit nombre de sièges et c'est la province où un siège représente le plus petit nombre de voix (46 000). A cette répartition régionale s'ajoute la clé de répartition du système proportionnel. La loi d'Hondt sur laquelle s'appuie la répartition des sièges privilégie les grandes formations, ce qui lui a valu d'être souvent remise en cause par les nouveaux partis. En effet, plus le nombre de sièges par circonscription est faible, plus l'accès des petits partis est difficile. Le nombre de votants non représentés y est également plus important (40% pour Soria et 3% pour Madrid).

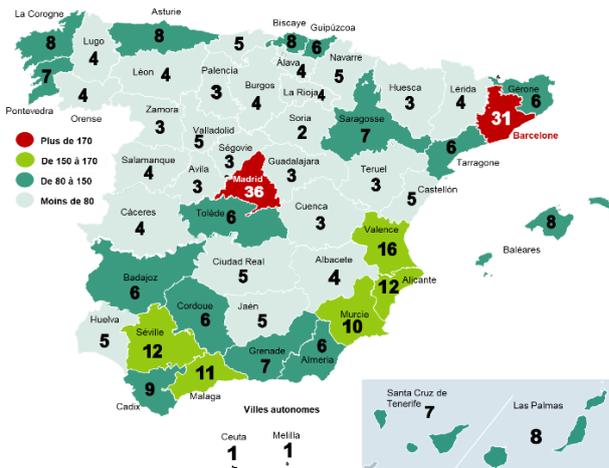
Sur les 350 sièges que compte les Cortes, 99 sont de petites circonscriptions majoritairement rurales (de moins de 5 sièges). Surreprésenté au Parlement, le vote de ces provinces est longtemps resté la chasse gardée du PP au détriment du PSOE dont l'implantation est plus urbaine. L'élection de 2015, qui a vu déferler la vague violette de Unidos Podemos, avait quelque peu fait bouger les lignes. L'émergence de Vox dans des territoires qui étaient traditionnellement dévolus au PP pourrait rebattre les cartes au niveau national. Le baromètre du centre sociologique du mois de mars, dernière enquête d'envergure avant les élections montre en effet une nette progression de Vox dans les terres du PP (à Saragosse, Valladolid, Ciudad Real, Cuenca, Guadalajara et Tolède).

⁵ Selon le rapport annuel de la BCE « même si l'Espagne – seul pays soumis à une procédure de déficit excessif (PDE) en 2018 – devrait respecter l'échéance fixée à 2018 pour la correction de la PDE, ce résultat masque toutefois un déficit

structurel élevé et en hausse, en contradiction avec l'amélioration recommandée.

[Banque Centrale Européenne. "Rapport annuel 2018", Francfort-sur-le-Main \(2019\)](#)

Carte 1 – Répartition territoriale des sièges



Les résultats de l'enquête CIS sont confirmés par les sondages les plus récents. Malgré les appels au vote utile, le PP risque d'obtenir, avec 20% des intentions de votes, le plus faible score de son histoire (33% en 2016). Il n'occuperait que 66 à 76 sièges au Parlement. Le parti de Santiago Abascal qui atteint 12% d'intentions de vote devrait faire son entrée au parlement avec entre 29 à 37 députés juste derrière Ciudadanos qui gravite autour de 15% dans les sondages, soit l'équivalent de 42 et 51 députés, contre 32 actuellement.

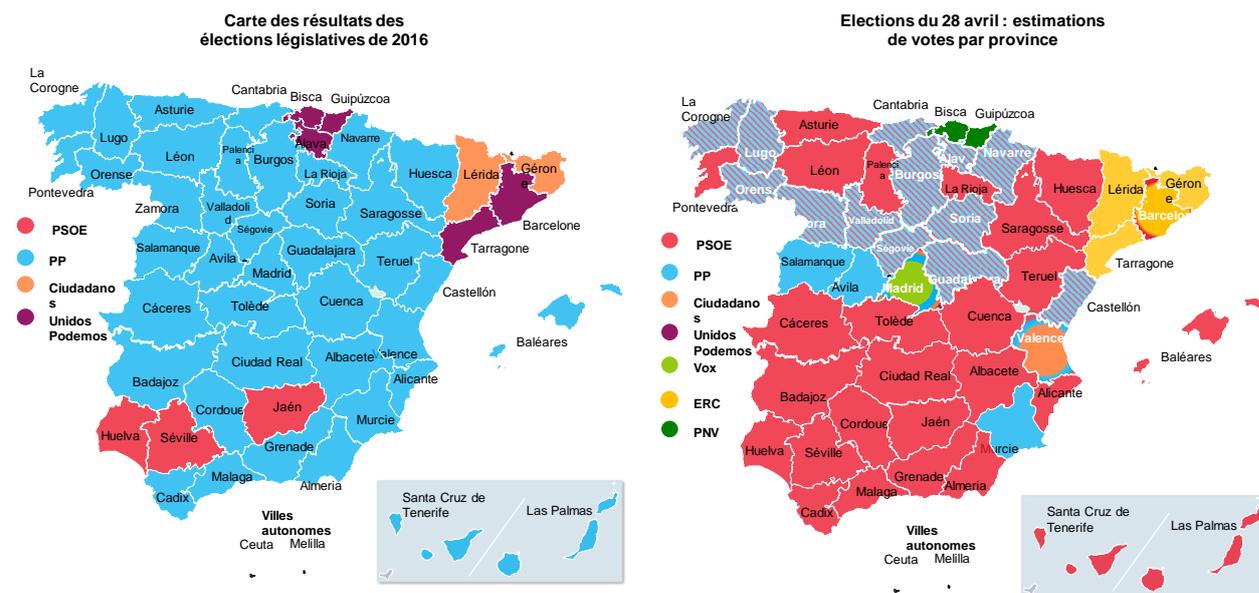
Inversement, Unidos Podemos serait le grand perdant avec moins de 14% des voix (21% en 2016). Le PSOE reste le grand favori de cette élection et caracole en tête des estimations avec

33% des intentions de vote, soit un total de 123 à 138 députés.

Entre le règne des indécis et l'art du compromis

Même si l'avancée du PSOE se confirme depuis l'annonce des élections, une grande part d'incertitude continue de planer sur le scrutin. Au-delà de la traditionnelle abstention qui s'invite en raison de la semaine sainte, la part d'indécis estimée à 42% pourrait également influencer sur l'issue du scrutin. Même si Pedro Sanchez remporte les élections, le parti socialiste devra composer avec d'autres formations pour assurer une majorité de 176 députés. Deux choix s'offrent alors à lui. Il peut se tourner vers son aile gauche, mais une coalition avec Unidos Podemos risque de ne pas atteindre la majorité et le contraindra à s'appuyer sur les partis régionaux. Alternativement, il peut se tourner vers le centre. Une coalition avec Ciudadanos à l'image du compromis avorté de 2016 obtiendrait une majorité de sièges. Ce scénario reste le plus probable malgré les démentis d'Albert Rivera (leader de Ciudadanos) qui, pour le moment exclut toute alliance avec Pedro Sanchez. La perte de vitesse du PP rend le scénario d'une majorité réunissant les trois droites moins probable, puisque celle-ci n'obtiendrait que 152 voix. Au regard des incertitudes qui pèsent sur ce scrutin, le risque qu'aucune majorité ne puisse être dégagée reste bien présent. Une seule certitude demeure, l'Espagne a belle est bien tournée la page du bipartisme.

Carte 2 – Comparaison entre les résultats de 2016 et les intentions de votes du 28 avril 2019⁶



⁶ La couleur de la circonscription est celle du parti qui obtiendrait plus de 50% des sièges.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
19/04/2019	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	
12/04/2019	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
12/04/2019	<u>Monde – Scénario macro-économique 2019-2020 : prévenir plutôt que guérir</u>	Monde, scénario
12/04/2019	<u>Monde – Scénario macro-économique 2019-2020 : prévisions économiques et financières</u>	Monde, prévisions
12/04/2019	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde
05/04/2019	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde
02/04/2019	<u>Webzine Innovation Santé – Numéro #2 : Diabète, Blockchain, IA & l'actualité des start-up</u>	Sectoriel
29/03/2019	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde
25/03/2019	<u>PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole</u>	Agriculture, Agroalimentaire
22/03/2019	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde
20/03/2019	<u>France - Travail temporaire : tendances à fin mars 2019</u>	France, Sectoriel
15/03/2019	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde
13/03/2019	<u>France – Établissements de santé : Tendances à mi-mars 2019</u>	France, Sectoriel
12/03/2019	<u>Italie – Conjoncture : Bilan macroéconomique et bancaire</u>	Italie, Macro-éco, Banques
13/02/2019	<u>ECO Tour 2019 : Perspectives économiques des grands secteurs de l'industrie en France</u>	Sectoriel, Macroéconomie
11/02/2019	<u>France – Immobilier résidentiel : évolutions récentes et perspectives 2019</u>	France, Immobilier

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille - **Rédacteur en chef** : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques** : Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Etudes Economiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <http://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur l'App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.